DÉPARTEMENT DU LOIRET

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 23 NOVEMBRE 1958

4e Circonscription = MONTARGIS



Claude MACHECOURT

Secrétaire administratif

Ancien officier des Forces Françaises Libres

◆

Electeurs, Electrices,

Des discours vous en avez entendu.
Des programmes on vous en a proposé.
Des promesses on vous en a inondé.

Le résultat... vous le connaissez.

La consultation électorale à laquelle vous êtes appelés est, sans doute, la dernière occasion qui vous est offerte de décider, par un bulletin de vote, si vous voulez :

— Sauvegardez vos libertés et votre patrimoine familial ou si, au contraire, vous consentez à la socialisation.

— Si vous entendez que la France reste indépendante et souveraine, maîtresse de son destin et de son patrimoine pour garantir la paix dans le monde, où si vous admettez que la France gouverne par « les mêmes » pour que « ça continue », reçoive ses ordres de Washington ou de Londres, et demain, de Moscou.

Après les élections de 1956 tout devait changer, les socialistes et leurs complices vous l'avaient promis.

Or, gouvernant tantôt avec le soutien des communistes et la complicité des Radicaux, M. R. P. et de certains modérés, tantôt avec le soutien des partis du « Système » et la complicité des communistes.

Avec leurs pleins pouvoirs, ils ont tout aggravé.

— La gabegie de l'Etat et les impôts.
— La ruine du franc et notre dépendance de l'Etranger.
— L'abandon de nos richesses africaines et l'effondrement de notre prestige se sont précipités.

Ils ont tant fait que la IVe République s'est écroulée sous le poids des trahisons.

Le 13 Mai, un espoir est né, tout pouvait changer.

La venue du général de Gaulle, son autorité et son passé qui le plaçaient au-dessus des partis, ont fait espérer à l'immense majorité des Français un redressement national. Le général de Gaulle pouvait, avec l'appui du peuple, favoriser la promotion d'hommes nouveaux, congédier les politiciens et changer de politique. Il pouvait consulter la nation sur ses vœux et doléances et, fort de la confiance populaire, libérer l'Etat des tutelles financières qui le tiennent asservi.

C'est la signification que les Français ont donné au référendum en votant oui, le 28 septembre.

Or, rien jusqu'à présent, n'a changé.

La Ve République a réinstallé les mêmes hommes — ceux-là même qu'elle devait rejeter à tout jamais — pour continuer la même politique.

Pour que ça change:

— Français de toutes conditions ne nous divisons plus, recherchons ensemble un point commun qui nous unit pour une meilleure gestion intérieure, dispensatrice d'un mieux être pour tous les membres de la communauté française.

— Réclamons ensemble la diminution du train de vie de l'Etat dont les répercussions se font au détriment du pouvoir d'achat en augmentant les prix des produits industriels et agricoles par une taxation exorbitante.

— Pour éviter les scandales, endiguer la ruine et faire échec aux abandons, exigeons ensemble de nos dirigeants, d'authentiques responsabilités.

Demandons ensemble :

POUR LE SALARIÉ :

— Une juste revalorisation du pouvoir d'achat.

Non point précisément par des hausses démagogiques des salaires dont les conséquences vont trop souvent à l'encontre des buts recherchés, mais surtout par l'application d'une politique intérieure saine, ordonnée et équilibrée impliquant en tout premier lieu une réforme de notre système fiscal.

— Distribution intégrale des ressources affectées aux Allocations familiales.

— Reconnaissance de sa position sociale en facilitant son accession à la promotion supérieure.

— Favoriser la vie familiale, par le développement de la construction de logements indépendants.

POUR L'AGRICULTEUR :

— Revalorisation des prix des produits agricoles.

— Organisation de marchés et recherche de débouchés intérieurs et extérieurs.

— Suppression des importations de choc.

— Reconnaissance du rôle important de l'Agriculture dans l'économie française.

POUR LES COMMERÇANTS, LES ARTISANS ET PROFESSIONS LIBERALES :

— Une réforme fiscale rétablissant l'égalité devant l'impôt.

— Suppression des organismes para-commerciaux.

— Suppression de l'ingérance de l'Etat dans le domaine économique, son rôle devant se limiter à une position d'arbitre.

Exigeons ensemble :

— Le respect de l'individu, de sa famille, de son travail, qu'elle que soit sa position sociale.

— Une France respectable afin qu'elle soit respectée à l'INTERIEUR comme à l'EXTERIEUR.

ELECTEURS, ELECTRICES,

Mes origines, mon amour de la justice et, par dessus tout, de la liberté, m'ont souvent placé face aux dures réalités de la vie, certains parmi vous le savent.

Candidat de défense des libertés, conscient de mes devoirs, tel est le programme que je m'engage à défendre si vous m'accordez vos suffrages le 23 novembre prochain.

Claude MACHECOURT,

Secrétaire administratif

Ancien officier des Forces Françaises Libres

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Gaston LOISEAU,

Commerçant

Conseiller Municipal à COULLONS.

Vu : le candidat.

MONTARGIS. — IMPRIMERIE MONTARGOISE